



LE 15/11/2010

COMMUNIQUÉ

L'ACTION DU CNC NE DOIT PAS ÊTRE ENTRAVÉE EN 2011

Les producteurs de programmes audiovisuels, rassemblés au sein de l'USPA et du SPFA, s'élèvent contre l'adoption, par la Commission des Finances du Sénat, d'un amendement visant à amputer de 130 millions d'euros les recettes du CNC en 2011.

Ce n'est pas le moment d'affaiblir l'action des Pouvoirs publics en matière de création cinématographique et audiovisuelle.

Le CNC a lancé au cours des derniers mois de nouvelles actions essentielles liées à la numérisation du patrimoine audiovisuel et cinématographique, et à celle de la distribution et de l'exploitation.

Les domaines traditionnels de l'action du CNC nécessitent eux-mêmes le renforcement des moyens qui leur sont affectés. C'est particulièrement vrai de la production audiovisuelle.

Le soutien à la production française d'animation, qui a montré son efficacité, ne doit pas être relâché alors que ce secteur traverse une passe difficile sur le plan international.

En matière de fiction, on sait que le retard de la France ne pourra être comblé que par la mise en place d'un soutien renforcé à l'écriture et au développement, aux formats courts, et à la fiction de *day-time*, pour lesquels des moyens spécifiques sont indispensables.

Enfin, c'est en 2011 que les actions du Centre vont s'étendre à la production de contenus audiovisuels pour les nouveaux médias.

Le gouvernement a légitimement sécurisé et renforcé les ressources du centre, en les asseyant sur une assiette large et dynamique. Il serait dangereux et contradictoire de remettre en cause cette orientation.

Le Sénat doit rétablir le projet de budget initial du CNC.

Communication SPFA
Stéphane Le Bars : spfa@wanadoo.fr

Communication USPA
Jacques Peskine : jacques@peskine.com